

Impact de la crise sanitaire sur le logement social et les publics prioritaires DALO

Le confinement sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19 portant sur la période du 17 mars au 11 mai 2020 a eu un impact brutal et significatif sur l'ensemble des demandes et attributions de logement social et notamment sur le relogement des publics prioritaires urgents DALO.

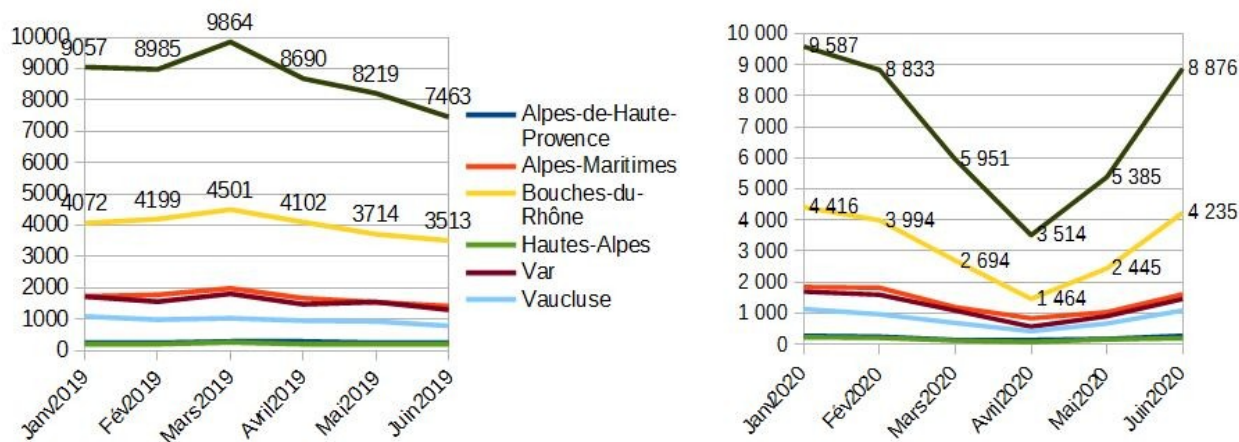
De nouvelles dispositions prises au niveau national et au niveau local

Afin de garantir a minima la poursuite de l'activité de relogement durant l'état d'urgence sanitaire tout en protégeant les publics les plus fragiles, plusieurs ordonnances ont été prises par le gouvernement fin mars 2020 : prorogation de la trêve hivernale avec interdiction de mise à la rue, prolongation des délais portant sur les demandes de logement social et sur les délais de recours DALO, mise en place de commissions dématérialisées (COMED ou CALEOL).

La baisse des demandes de logement social pendant le confinement

Nombre de guichets d'enregistrement des demandes de logement social étant fermés pendant le confinement, seul le Portail Grand Public restait accessible aux personnes disposant d'un accès internet pour le dépôt ou le renouvellement de leur demande.

Demandes de logement social déposées mensuellement en 2019 et en 2020



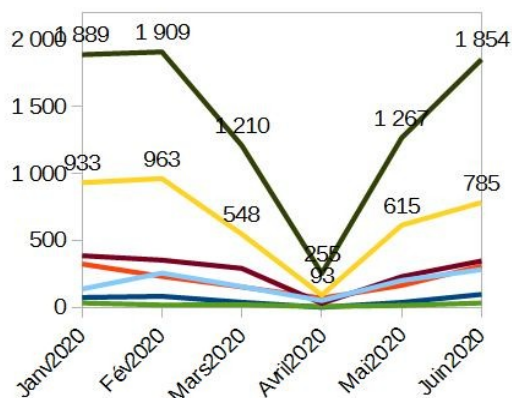
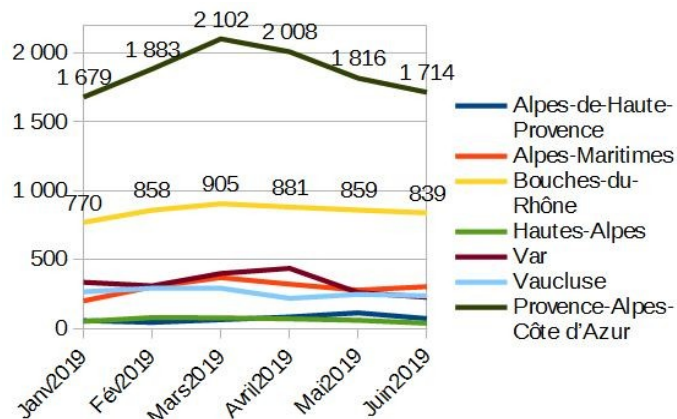
La difficulté des bailleurs d'attribuer des logements sociaux

La crise sanitaire a engendré des restrictions importantes, freinant l'activité normale des bailleurs, notamment en termes de visites de logements, vides ou occupés, de signature de baux, de commande de travaux de réfection ou de chantiers de construction et de réhabilitation, qui dépendaient fortement des entreprises du BTP. L'interdiction préfectorale de procéder à des déménagements, sauf cas exceptionnels, a figé la rotation dans le logement social, aucun logement ne pouvant être libéré puis attribué. Parallèlement, afin de prévenir les expulsions sèches et les remises à la rue, la fin de la trêve hivernale prévue chaque année le 15 mars a été repoussée au 10 juillet 2020.

Afin d'anticiper la reprise d'activité dès la fin du confinement, nombre de bailleurs des territoires les plus tendus se sont organisés et ont adopté de nouvelles méthodes de travail :

- sur la gestion et l'instruction des dossiers, via une anticipation de la complétude des dossiers ;
- sur la tenue des commissions dématérialisées dans le respect des règles de déontologie.

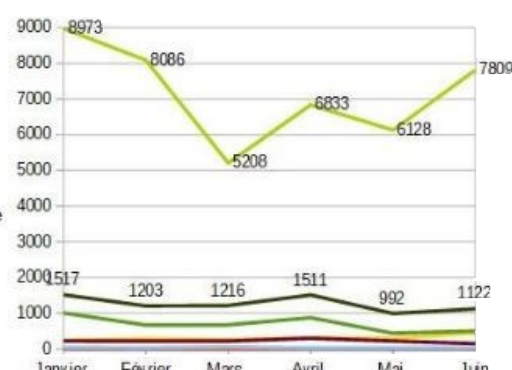
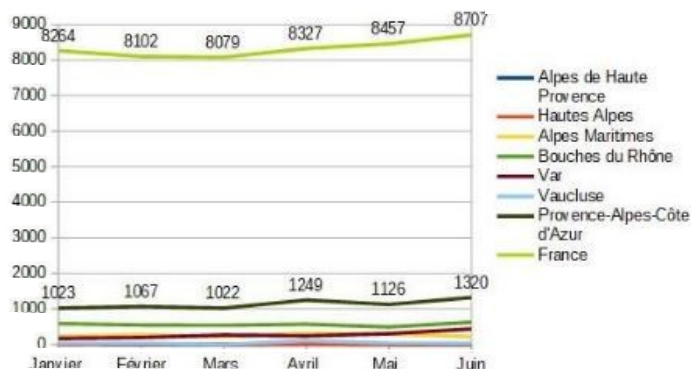
Attributions mensuelles de logement social aux 1ers semestres 2019 et 2020



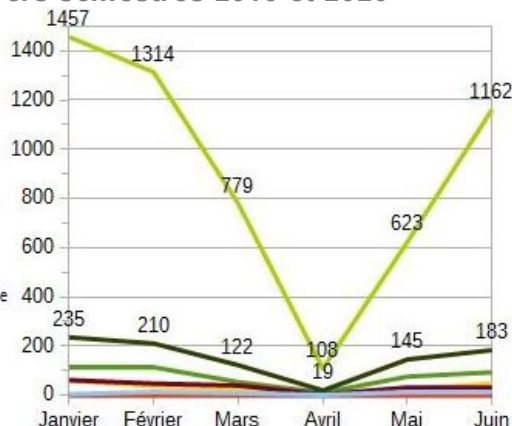
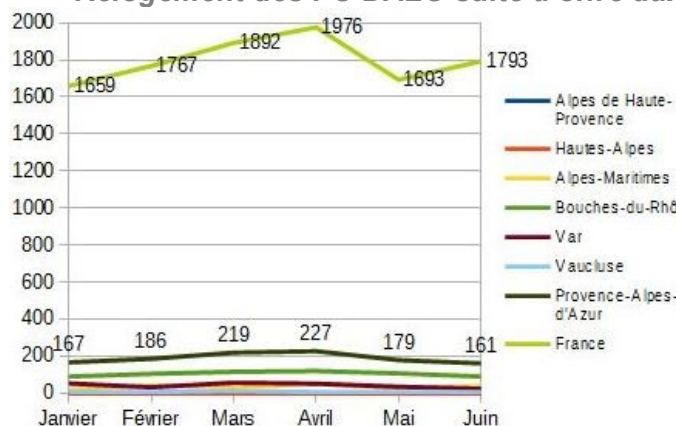
Focus sur le relogement des PU DALO

Toutefois, l'impact de la crise sanitaire a été limité par la mise en place très rapide des commissions de médiation DALO et des commissions d'attribution dématérialisées. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le relogement des ménages Prioritaires Urgents DALO a été relativement maîtrisé en comparaison des données nationales.

Nombre de dossiers DALO examinés en 2019 et 2020



Relogement des PU DALO suite à offre aux 1ers semestres 2019 et 2020



La DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur en appui aux DDCS

En sa qualité de pilote et d'animatrice des politiques publiques de l'habitat en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la DREAL a accompagné les services de l'Etat (DDCS) dans leur poursuite d'activité et, en particulier, dans la mise en place des commissions de médiation DALO dématérialisées, dans l'analyse des ordonnances, notamment sur les délais et les dispositions juridiques ou pratiques.

Riche des retours d'expériences des départements, la DREAL a capitalisé et partagé les bonnes pratiques entre les départements et entre les régions, afin de gagner rapidement en efficacité dans des nouvelles conditions de travail, le but étant de poursuivre les attributions de logements sociaux aux personnes les plus vulnérables.